

**Union européenne - Migrations -  
Situation à Calais - Royaume-Uni -  
Réponse de M. Bruno Le Roux,  
ministre de l'intérieur, à une  
question à l'Assemblée nationale  
(Paris, 07 février 2017)**

Madame la Députée, vous m'avez interrogé sur l'opération de démantèlement de Calais qui, c'est vrai, a été unanimement reconnue comme étant un grand succès, tranchant avec la façon dont des réfugiés s'étaient accumulés durant des années sur les frontières sans qu'il leur soit porté la moindre attention et dans des conditions absolument déplorables. C'est à la fois dans le respect des règles et avec toute l'humanité dont il sait faire preuve que le Gouvernement, notamment sous l'autorité, à ce moment-là, de M. Bernard Cazeneuve, a su procéder à cette opération de démantèlement dont je veux vous donner les chiffres précis.

Elle a concerné 7.424 personnes : 5.466 majeurs ont été orientés en centres d'accueil et d'orientation et 1.952 mineurs en centres d'accueil et d'orientation pour mineurs isolés. Depuis, une question est centrale pour les mineurs : leur départ au Royaume-Uni, puisqu'ils fondaient leur présence à Calais sur l'espoir de pouvoir partir pour ce pays. Avant la procédure de démantèlement, 400 transferts de mineurs avaient été réalisés. Après la procédure, il y en a eu 485, auxquels il faut ajouter plus de 400 dossiers en contestation qui, je le répète chaque semaine aux autorités britanniques, doivent être jugés sur les deux critères qui ont fondé l'examen des dossiers : l'existence de relations familiales aujourd'hui au Royaume-Uni et le critère de vulnérabilité tel qu'il est défini dans l'amendement Dubs.

Je demande aux autorités britanniques de respecter strictement ces critères, sans quoi ces mineurs auront un sentiment d'injustice qui les empêchera de fonder avec nous, dans le cadre des dispositifs de protection de l'enfance, de nouveaux projets.

Madame la Députée, je tiens enfin à vous confirmer que nous mettons tout en oeuvre aujourd'hui pour qu'il ne soit procédé à aucun nouveau campement sur la zone de Calais./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)